

Et maintenant, on fait quoi ?

Découverte de collectifs (non exhaustifs) qui s'engagent sur les enjeux liés à l'eau, tout en proposant une réflexion sur les divers modes d'action et leur résonance en tant qu'individu. **"Et moi, comment j'ai envie de faire bouger les choses "**.

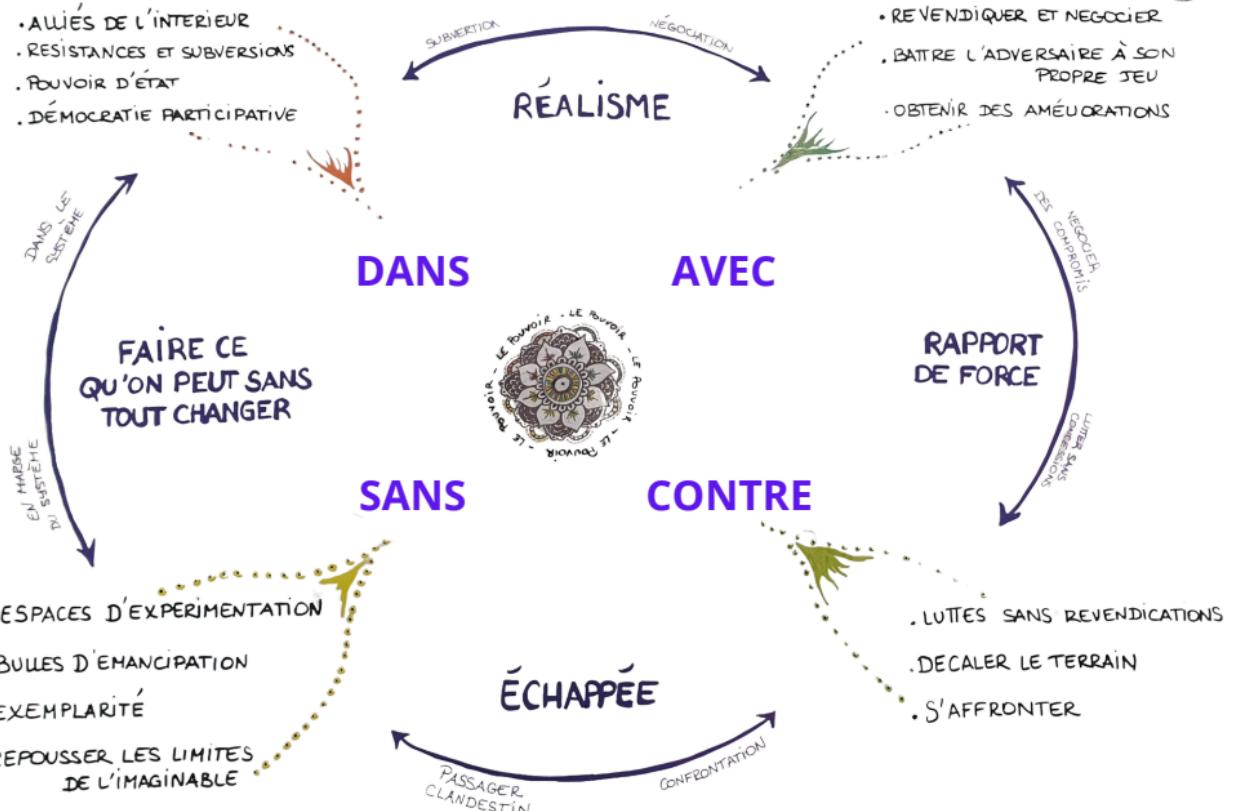
En effet les mouvements de luttes peuvent se structurer autour d'un **paradigme de pluralité des modes d'action**. Dans la lignée d'Adeline de Lépinay Organisons-nous ! (Schéma en page 3), **les stratégies avec, contre, dans et sans le pouvoir illustrent la coexistence de répertoires de lutte différenciés, adaptés à des contextes politiques et rapports de pouvoir mouvants**. Loin d'être hiérarchisés, ces formats de lutte composent un **écosystème stratégique où se combinent confrontation, coopération critique, infiltration institutionnelle et autonomisation**. Son analyse peut être à discuter et les limites entre ces 4 grands axes sont poreuses. Mais ce cadre analytique permet de comprendre **comment les sociétés produisent du changement**, non pas par un modèle unique, mais **par une hybridation des tactiques**, en fonction des opportunités politiques et des **horizons d'émancipation recherchés**.



Et maintenant, on fait quoi ?

Prendre connaissance des collectifs présentées, mise en lumière les luttes actuelles sur les enjeux liés à l'eau, et essayer de les placer dans le format d'action correspondant :

- **DANS le pouvoir : agir depuis l'intérieur du système** depuis le pouvoir d'Etat ou l'offre institutionnelle de démocratie participative
- **AVEC le pouvoir : créer un rapport de force pour négocier et obtenir des réformes** revendications et négociation
 - **CONTRE le pouvoir : refuser de négocier**
réver à plus grand, puissance des luttes, désobéissance civile
 - **HORS du pouvoir : ne pas attendre le changement pour changer**
expérimenter, transformer, préfigurer pour compenser et construire des solidarités directes





Inde – État du Rajasthan

1985 - Rajendra Singh, un médecin, construit un premier johad pour faire face à la sécheresse de la région. C'est une technique traditionnelle de création de **bassin entouré par un muret en pierre**, qui permet à **l'eau de pluie de s'accumuler et à la nappe phréatique de se recharger**. Le rôle des habitant·es est central : ce sont elleux qui repèrent où stagne l'eau de pluie, et où construire le johad.

2025 - Grâce à l'action de l'association fondée par Rajendra Singh (Tarun Bharat Sangh) et à la mise en place d'une **gestion communautaire de l'eau**, 15800 structures ont été restaurées ou créées, **23 rivières considérées comme mortes réactivées** et 1500 villages ont retrouvé l'accès à l'eau potable.

Danemark – Copenhague

La ville développe les parcs urbains et les toits verts pour permettre l'**infiltration naturelle de l'eau de pluie**, réduisant ainsi les risques d'inondation. Les installations de traitement avancées recyclent les eaux usées pour l'irrigation des espaces verts publics. Les **rues sont conçues avec des revêtements perméables** et des arbres sont plantés pour absorber l'eau de pluie, favorisant ainsi la **régulation du climat local** et la création d'espaces verts accessibles à tous et toutes.

2009 - Le maire s'engage à atteindre une neutralité carbone pour 2025. Une nouvelle centrale d'incinération des déchets est créée, la chaleur émise est utilisée par la ville. L'incinérateur est aussi pensé comme un espace de loisirs avec entre autres plusieurs **pistes de ski sèches**.

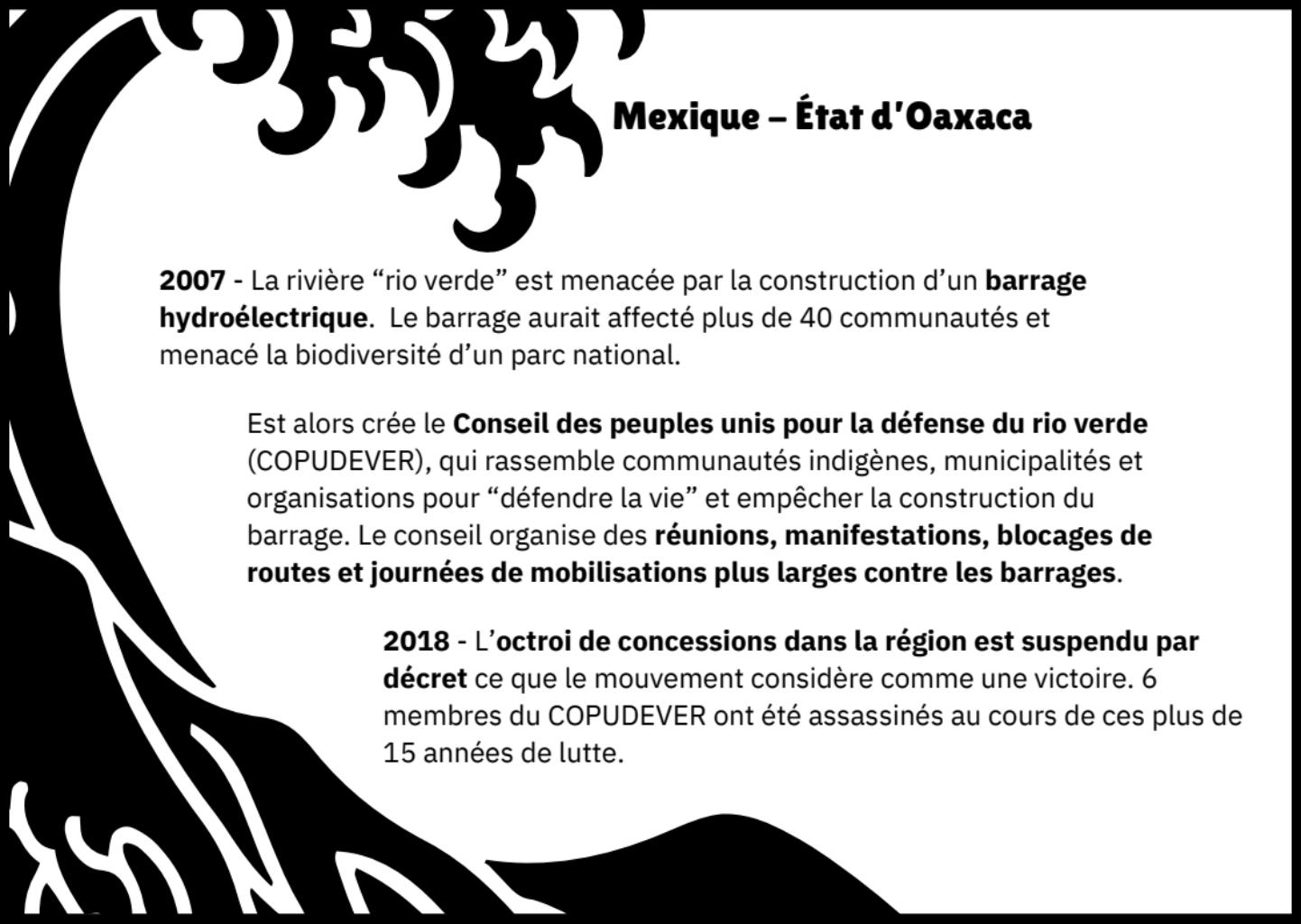


Burkina Faso – Province de Yatenga – Gourga

Dans les années 70 et 80, la région sahélienne du Burkina Faso connaît de grandes **sécheresses**. Yacouba Sawadogo dans son village d'origine, Gourga, pour **repousser l'avancée du désert en créant une forêt**.

Il utilise la **technique traditionnelle du zaï**, qui consiste à creuser un trou dans la terre, le remplir de déchets organiques et planter en saison sèche. Il construit aussi des **cordons pierreux** pour retenir l'eau pendant la saison des pluies.

Aujourd'hui, sur les 40 hectares de cette forêt, il a planté **20000 arbres de 60 espèces différentes**. Les animaux tels que le hérisson et la biche sont revenus. Les habitant·es y cueillent des plantes médicinales



Mexique – État d'Oaxaca

2007 - La rivière “rio verde” est menacée par la construction d'un **barrage hydroélectrique**. Le barrage aurait affecté plus de 40 communautés et menacé la biodiversité d'un parc national.

Est alors créé le **Conseil des peuples unis pour la défense du rio verde** (COPUDEVER), qui rassemble communautés indigènes, municipalités et organisations pour “défendre la vie” et empêcher la construction du barrage. Le conseil organise des **réunions, manifestations, blocages de routes et journées de mobilisations plus larges contre les barrages**.

2018 - L'**octroi de concessions dans la région est suspendu par décret** ce que le mouvement considère comme une victoire. 6 membres du COPUDEVER ont été assassinés au cours de ces plus de 15 années de lutte.



Chili – Province de Petorca

2010 - Sur ce territoire; l'**eau est accaparée pour les monocultures d'avocats**, tandis que les communautés locales manquent d'eau et les rivières s'assèchent. C'est dans ce contexte de naît le Modatima (**Mouvement pour la défense de l'accès à l'eau, à la terre et à l'environnement**). Le mouvement dénonce le pillage de l'eau en expliquant le fonctionnement du marché de l'eau et en organisant des débats.

2017 - Le mouvement prend une ampleur **nationale** en continuant à former et à mobiliser sur la question du droit à l'eau et de la gestion communautaire de l'eau.

Le mouvement a rejoint les mobilisations sociales de **2019** et a participé à l'**écriture de la nouvelle constitution** du Chili, en proposant la **déprivatisation de l'eau** et la reconnaissance des droits de la nature.



France – Nouvelle-Aquitaine

2019 - Le collectif **Bassines Non Merci** est créé en opposition aux méga-bassines ou réserves de substitution. Ce sont de **grands réservoirs d'eau** (pompée dans la nappe phréatique) destinés à stocker l'eau pour l'irrigation agricole. Le collectif, rejoint par d'autres organisations (telles que les Soulèvements de la terre, la Confédération paysanne, Extinction rébellion) alerte sur les impacts sur la **ressource en eau** pour toutes et sur les **écosystèmes**, notamment les zones humides et la faune et flore qui l'habitent.

La mobilisation prend plusieurs formes : actions directes, rassemblements, sensibilisation, pétitions ainsi que des actions juridiques. Les collectifs se mobilisent aussi bien en amont des projets de méga-bassines que sur des sites déjà construits.



Mexique

2006 - La fondation Semillas de vida (Semences de vie) est créée par un groupe de personnes dont l'objectif est la conservation des maïs mexicains, pour assurer la souveraineté alimentaire du pays. En effet, préserver la biodiversité des maïs permet par exemple de conserver les variétés adaptées à la sécheresse. La richesse variétale issue de générations d'agriculteur·ices permet d'être résilient face aux aléas climatiques.

La fondation travaille avec plusieurs réseaux de semences, participe et organise des foires de semences, promeut la conservation dans les champs cultivés (conservation in situ) en travaillant avec les paysan·es et participe à des actions de formation, de recherche et de plaidoyer.

Chine – 20 provinces des zones intérieures

2015 - La plateforme citoyenne chinoise MyH2O est fondée par la jeune écologiste Xiaoyuan Ren. Son objectif est de **lutter contre les inégalités d'accès à l'eau potable** en Chine rurale.

Le réseau, composé de **milliers de bénévoles et de jeunes chercheur·euses**, collecte des données sur la qualité et la disponibilité de l'eau dans les villages, puis met ces informations à disposition des communautés et des autorités locales.

On estime que 50 % des eaux souterraines peu profondes de la Chine sont contaminées par les eaux de ruissellement agricoles et les déchets d'usine. Grâce à ces données, MyH2O a permis l'installation de systèmes de filtration, la rénovation de puits et une meilleure sensibilisation aux pollutions industrielles.

2020 - La plateforme comptait déjà plus de 1 000 villages cartographiés et plusieurs partenariats universitaires.